



Changements climatiques et médias au Mali, enjeux et problématique

DR BRÉMA ELY DICKO
Décembre 2024

Abstract

Au vu de leur nombre et de leur diversité, les médias peuvent jouer un grand rôle dans la compréhension, la sensibilisation et la diffusion d'idées et de solutions pour atténuer les effets du changement climatique. Les médias disposent de budgets restreints, ce qui limite leur capacité à mener des investigations de terrain et à suivre l'évolution des problématiques climatiques. Pour être pertinents et avoir un impact réel, les médias doivent impliquer davantage les communautés locales dans la couverture des enjeux climatiques.

INTRODUCTION

Le changement climatique et sa couverture médiatique sont deux défis majeurs qui se posent actuellement à l'humanité.

Le changement climatique se manifeste, notamment à travers la raréfaction des ressources naturelles, les événements météorologiques tels que les inondations,

les sécheresses récurrentes, les variations extrêmes de température. En 2018, le Groupe Intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) soulignait que « limiter le réchauffement planétaire à 1,5°C constituait un défi inédit ». Cinq ans plus tard, ce défi a pris une plus grande dimension en raison de l'augmentation continue des émissions des gaz à effet de serre.

Partout à travers la planète, le climat change et transforme avec lui tout notre environnement. Loin d'un simple concept ou d'un discours médiatique, le phénomène de changement climatique est une réalité dont les conséquences sont subies par les populations sahéniennes. Les inondations enregistrées dans divers pays durant l'hiver-nage de l'année 2024 constituent une manifestation du phénomène.

Le Sahel, vaste bande géographique, est caractérisé par de vastes étendues de terres semi-arides et arides, une démographie importante constituée d'une forte proportion de jeunes, un indice de développement humain très faible, une combinaison d'épisodes de pluies diluviennes et ou des pluies en pleine saison sèche, des inondations



dévastatrices, des saisons sèches extrêmes avec des températures en hausse constante et bien d'autres pesanteurs. Ces conditions climatiques difficiles ont des conséquences significatives sur les activités agrosylvo-pastorales, la faune, les animaux et les personnes, en particulier dans des pays du Sahel comme le Mali.

Le Mali, pays continental au cœur du Sahel, est une mosaïque géographique et culturelle. Avec ses vastes étendues désertiques au nord, ses régions sahéliennes au centre et ses zones de savanes au sud, le pays fait face à des défis climatiques majeurs. Le climat y est marqué par une saison des pluies irrégulière et des périodes de sécheresse. Cette fragilité environnementale est accentuée par l'avancée du désert, la dégradation des sols et la raréfaction des ressources en eau. Il ressort des données scientifiques que le changement climatique a des répercussions multiples au Mali, touchant les différents secteurs économiques et les communautés locales.

Les changements climatiques peuvent entraîner des répercussions considérables sur notre capacité de prévenir les conflits et de pérenniser la paix dans le monde. Les économies locales sont mises en mal par des groupes armés terroristes qui sévissent au Sahel, plus particulièrement au Mali. Comprendre alors et réduire les risques du phénomène pour la sécurité et la paix constituent une priorité absolue. *A cet égard, les médias peuvent jouer un rôle majeur.*

Désormais, la prise de conscience climatique des médias ne se transcrit pas seulement dans les contenus, mais aussi dans le contenant, y compris chez les acteurs historiques de l'audiovisuel (Kati Bremme, 2022).

En dépit de ces efforts consentis par les médias, divers défis subsistent dans la participation des acteurs de médias sur la problématique du changement climatique.

Ce présent document politique présente une analyse du rôle de médias sur les enjeux de changement climatique sur la base des résultats de l'atelier de renforcement des capacités des acteurs de médias sur les enjeux de changement climatique au Mali. L'analyse propose des recommandations spécifiques à même d'adresser les défis liés à la question évoquée et d'encourager les médias à jouer un rôle prépondérant en la matière.

I. QUEL RÔLE POUR LES MÉDIAS SUR LES ENJEUX DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

Au cours des dernières décennies, grâce aux médias, les questions de changement climatique sont de plus en plus abordées dans tous les pays. Toutefois, il convient de relever des différences dans le traitement médiatique de la question climatique selon les zones géographiques. En Europe et aux USA, depuis la COP21, la couverture médiatique s'est accrue. Cela s'explique en partie par l'engagement de la jeunesse dont Greta Thunberg est devenue le symbole, la multiplication des grands événements institutionnels (COP, Sommet Action Climat onusien) ainsi que la vulgarisation des rapports spéciaux du GIEC sur les océans et sur l'utilisation des terres.

Au Sahel, outre la couverture des COP, l'attention des médias est davantage focalisée sur l'environnement de façon générale, sur le lien entre changement climatique et les conflits liés aux ressources, les effets de la sécheresse et autres variations de température. Il en est de même au Mali où en plus des reportages et émissions de la télévision nationale sur le fleuve Niger (pollution, ensablement, navigation, etc.), la couverture médiatique sur le changement climatique est aussi assurée par les autres médias privés et publics.

Dès lors, Médias-changement climatique constituent une combinaison essentielle dans la réflexion et l'action afin de promouvoir le développement durable par l'implication des médias.

Au Mali, comme dans le reste des pays africains, le changement climatique met clairement en péril la vie humaine et les moyens de subsistance. Les activités principales dans le Sahel étant l'agriculture et l'élevage, elles se trouvent fortement impactées par les événements climatiques qui se sont multipliés ces dernières années. La nature qui de fait était nourricière et alliée de l'homme devient un adversaire redoutable presque hostile.

Une attention nouvelle est portée sur les impacts des changements climatiques, notamment sécuritaires. Au Sahel, les effets néfastes des changements climatiques sont amplifiés dans les contextes fragiles et affectés par des conflits, où les populations ont déjà des besoins humanitaires et une capacité limitée à faire face à la situation.



Dans ce contexte, le rôle des médias est essentiel pour sensibiliser, informer et mobiliser les citoyens pour réduire les conséquences du changement climatique. Les journalistes locaux doivent alors se fixer comme missions primordiales à accomplir :

- expliquer quelles sont les causes et les effets du changement climatique,
- décrire ce que le pays et les populations peuvent faire pour s'adapter aux impacts à venir,
- rendre compte de ce que le gouvernement et les entreprises font, ou ne font pas, pour riposter face à ces menaces.

La couverture médiatique a un impact important sur la perception du public concernant les changements climatiques et sur la mobilisation des populations à agir. Elle peut être manifestée par la communication sur l'éducation climatique et environnementale, la justice climatique et environnementale ainsi que le plaidoyer. La couverture médiatique implique la valorisation des connaissances indigènes et la diffusion des bonnes pratiques dans le domaine de l'agriculture intelligente et la transformation agricole, l'utilisation de semences adaptées aux changements climatiques, la semi-intensification de l'élevage pour renforcer la résilience des communautés agropastorales.

Cependant, la couverture médiatique des enjeux climatiques ainsi que des initiatives de mitigation prises demeure encore limitée, souffrant d'un manque de spécialisation et de moyens dédiés. Hormis les reportages spécifiques réalisés dans le cadre des programmes et/ou sur commande des partenaires techniques et financiers, il n'existe très peu de médias disposant d'un desk sur l'environnement ou sur le changement climatique. Toutefois, il existe deux acteurs qui se dédient à la problématique à savoir le Réseau National des journalistes et communicateurs pour l'Environnement et le Développement Durable ainsi que le Journal Vert du Mali. Ils ont contribué à une meilleure visibilité des problèmes liés au climat. D'autres institutions de recherche interviennent dans l'étude du changement climatique et font des publications scientifiques diffusées à travers les médias audiovisuels. Parmi les structures, on peut citer l'Institut d'Economie Rurale, l'Ecole Nationale d'Ingénieurs.

Les médias doivent doubler d'efforts pour sensibiliser d'avantage les citoyens et les décideurs politiques. Malgré leur fort potentiel, les médias rencontrent plusieurs défis.

II. DEFIS POUR LES MEDIAS

Les défis auxquels sont confrontés les médias sont nombreux. Le premier défi est sémantique. Comme le souligne Kati Bremme (2022 : 10) « *le dilemme climatique des médias commence par une histoire de vocabulaire : changement, crise ou catastrophe climatique, quel mot choisir pour décrire les faits ?* ».

Le second défi est économique. Les médias disposent de budgets restreints, ce qui limite leur capacité à mener des reportages de terrain et à suivre l'évolution des problématiques climatiques. De plus, il convient de souligner le déficit du dialogue entre les décideurs et les chercheurs ; les difficultés d'accès à l'information dans les services publics ; la prééminence des questions sécuritaires impactant le journalisme et le financement des médias ; le faible encadrement des médias sociaux (freelance) ; le déficit de formation des médias.

Par ailleurs, les questions climatiques peinent parfois à capter l'attention du public, qui les perçoit comme éloignées de leurs préoccupations quotidiennes. Enfin, les autres défis sont :

- **l'éco-anxiété** : Une couverture alarmiste peut provoquer la peur et le désengagement.
- **le Greenwashing** : Certains contenus peuvent manquer de profondeur ou être utilisés à des fins marketing sans engagement réel.
- **le biais dans la couverture** : Donner une voix équivalente aux climato sceptiques peut déformer la perception du consensus scientifique.

Recommandations aux médias pour une approche inclusive

- **Implication des communautés locales dans les reportages** : Pour être pertinents et avoir un impact réel, les médias doivent impliquer davantage les communautés locales dans la couverture des enjeux climatiques. Cela passe par une meilleure compré-



hension des réalités et des connaissances des populations, notamment les agriculteurs, les éleveurs et les communautés nomades. En valorisant ces acteurs de terrain, les médias peuvent mieux refléter les défis et les solutions aux changements climatiques.

- **Partenariats entre médias et institutions pour la lutte contre le changement climatique.** Il s'agit d'œuvrer à la collecte des données, de conduire des campagnes de sensibilisation, de l'application et du suivi des décisions politiques.
- **Collecte de données :** Les médias collaborent avec les agences gouvernementales, les universités et les ONG pour recueillir des données fiables sur les impacts climatiques.
- **Evaluer l'impact :** mettre en place des mécanismes d'évaluation pour mesurer l'effet de leur couverture sur l'opinion publique.
- **Campagnes de sensibilisation :** Ensemble, ils mènent des campagnes médiatiques visant à informer et mobiliser le public sur les solutions à adopter face aux changements climatiques.
- **Suivi des politiques :** Les médias jouent un rôle de veille et de contrôle des engagements et des actions des autorités en matière de lutte contre le changement climatique. Pour maximiser leur influence en matière de lutte contre les changements climatiques, il convient de prendre plusieurs mesures.
- **Renforcer les capacités des hommes et femmes de médias :** les journalistes doivent recevoir une formation continue sur les enjeux climatiques pour mieux comprendre et transmettre ces informations au public.
- **Adopter des chartes éditoriales :** La couverture médiatique a souvent été évoquée pour son approche sensationnaliste et son manque de profondeur analytique. Il s'agira alors d'établir des lignes directrices claires pour traiter les questions environnementales de manière responsable.
- **Promouvoir une approche constructive :** mettre en avant des solutions plutôt que de se concentrer uniquement sur les crises.
- **Collaborer avec des experts :** travailler avec des scientifiques pour assurer l'exactitude des informations diffusées.

III. DES LEVIERS D' ACTIONS POUR LES DECIDEURS

Les leviers d'actions concernent l'engagement politique d'une part, et la vulgarisation accrue des données portant sur le changement climatique, d'autre part. Le dernier levier d'action est lié à l'influence et le rôle des médias.

A. De l'engagement des décideurs politiques

Le changement climatique est une préoccupation mondiale d'où la mise en place à toutes les échelles d'un arsenal juridique (mécanismes internationaux et régionaux) pour faire face au fléau. Depuis l'année 1972, les initiatives sur le changement climatique se multiplient à travers des sommets de la Terre organisés toutes les décennies dans le cadre de l'Organisation des Nations unies (ONU). Il en est de même des Conférences des Parties à la Convention (COP) qui regroupent les différents pays signataires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Pour trouver des solutions mondiales pour faire face aux changements climatiques, les États ont entrepris il y a plusieurs décennies des négociations internationales sur le sujet. Grâce à ces négociations, il existe maintenant plusieurs accords multilatéraux applicables à ce problème. Les plus marquants sont : la Convention-cadre des Nations unies sur les Changements Climatiques ; le Protocole de Kyoto (1997); l'Accord de Paris sur le Climat, le Protocole de Montréal sur la protection de la couche d'ozone.

Au Sahel, il existe une volonté des États de lutter contre les dégradations environnementales et les effets du changement climatique. A l'instar de la communauté internationale, les États du Sahel ont ratifié l'essentiel des accords multilatéraux sur le climat. Dans la même dynamique de lutter contre les changements climatiques et d'autres problématiques environnementales en lien avec le climat, les pays du Sahel ont développé un dispositif juridique reposant sur des lois, des décrets, des arrêtés, etc.

La cadence et l'envergure des mesures prises par les Nations Unies et les États jusqu'ici, tout comme les mesures planifiées à ce jour, ne sont pas suffisantes pour faire face aux changements climatiques.



Au plan juridique, le Mali a ratifié la majorité des Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME), notamment la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, le Protocole de Kyoto, la Convention de lutte contre la Désertification, la Convention sur la Biodiversité, etc. Dans la mise en œuvre de ces AME, des actions importantes ont été menées, notamment l'élaboration et l'adoption d'une multitude de textes législatifs et réglementaires pour gérer les questions environnementales, notamment celles des changements climatiques.

Le Mali a souscrit à la réalisation de l'objectif ultime de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique.

Au plan institutionnel, en plus des mesures existantes, une série de mesures favorables à une gestion concertée des changements climatiques ont été prises en 2010 et 2011 par le Gouvernement du Mali. Il s'agit de :

- la création l'Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD) en juillet 2010 qui est également Autorité Nationale Désignée pour le MDP;
- la création d'un Conseil National de l'Environnement (CNE) en juillet 2010;
- la création du Comité National Changements Climatiques (au sein du CNE) en mars 2011 et;
- le projet fonds Climat Mali ;
- la création du Ministère de l'environnement et du développement durable.

La cadence et l'envergure des mesures prises par les Nations Unies et les Etats jusqu'ici, tout comme les mesures planifiées à ce jour, ne sont pas suffisantes pour faire face aux changements climatiques. Une des raisons qui explique cet état de fait est liée à la faible collaboration entre les institutions et les médias. Ces derniers sont mobilisés de façon ponctuelle, au gré des activités de telle ou telle structure. Or, il convient d'associer les médias à la conception des projets, à l'élaboration d'un véritable plan de communication utilisant tous les moyens de diffusion, notamment le numérique et les nouveaux outils digitaux.

Les recommandations pour les décideurs politiques

- Veiller à l'application correcte des dispositifs et stratégies pris en compte dans le cadre du traitement des questions climatiques ;

- Engager une diplomatie climatique pour mobiliser des ressources ;
- Encourager les initiatives favorisant la transition écologique ;
- Impliquer les jeunes et les femmes dans les actions pour l'environnement ;
- Promouvoir une approche proactive des médias ;
- Renforcer la collaboration entre les journalistes sensibilisés à l'environnement et les entités concernées ;
- Améliorer le rôle des technologies dans la résilience face aux effets du changement climatique ;
- Établir une réponse holistique et sensible au genre, car aucun groupe ne doit être laissé pour compte ;
- Intensifier l'aménagement des haies vives, l'intensification semi-automatique de l'élevage, les périmètres agricoles, l'empoissonnement des étangs, et le surcreusement des mares ;
- Contribuer au financement de la diffusion des bonnes pratiques (campagnes digitales, vidéos d'alerte) ;
- Influencer le changement de comportement à la base par des alertes, la reconnaissance des efforts et des informations de première main ;
- Valoriser les mécanismes endogènes et les bonnes pratiques.

B. De la vulgarisation accrue de la connaissance scientifique du changement climatique et de ses effets

Le climat a toujours influencé la vie des êtres humains. La question est au cœur des préoccupations des chercheurs du monde entier. Il ressort des nombreuses publications scientifiques, dont notamment celles du GIEC, que les changements climatiques exacerbent des crises multisectorielles et de fait engendrent des défis nombreux de nouvelles natures pour les pays sahéliens. Le constat a été ainsi fait que les changements climatiques ont des effets sur les populations selon les sept (7) dimensions de la sécurité humaine à savoir : la Sécurité alimentaire, la Sécurité environnementale, la Sécurité sanitaire, la Sécurité personnelle, la Sécurité communautaire, la Sécurité politique et enfin et non la moindre, la Sécurité économique.

Il est désormais connu que la crise climatique et l'inégalité entre les femmes et les hommes sont étroitement liées. Au Mali, en plus des conséquences sur les conditions de vie, l'agriculture, l'élevage et la pêche, des



travaux scientifiques ont mis en exergue divers types d'interactions entre le changement climatique, l'exacerbation des tensions sociales et la recrudescence des conflits locaux dans un contexte de terrorisme.

Le rapport du GIEC publié en mars 2023 rappelle que les Changements Climatiques auront des conséquences dramatiques sur les écosystèmes et les sociétés humaines si des actions immédiates et d'ampleur ne sont pas engagées. C'est un devoir collectif d'y répondre collectivement.

Recommandations

- **Exploiter les données du GIEC, des universités africaines et des Think Tanks :** à ce propos, il est important d'établir des conventions de partenariats entre les lieux de production du savoir scientifique et les décideurs à toutes les échelles (locales, sous-régionales, régionales, continentales et onusiennes)
- **Disséminer les résultats des études :** la vulgarisation des données scientifiques peut se faire à travers des moyens variés tels que les réseaux sociaux, les conférences dans les lieux publics, les sessions d'informations lors des manifestations culturelles, sportives et sociales.
- **Combattre les narratifs erronés :** à ce niveau, il est important d'associer les journalistes experts en fact-checking aux activités de dissémination afin d'éviter la mésinformation, la désinformation et la malinformation.
- **Penser aux radios locales, communautaires, les web TV :** il s'agit de tirer profit du potentiel qu'offre le numérique pour sensibiliser les populations locales. Au Mali, on compte quelques 500 radios, toutes catégories confondues, près de 200 journaux à la parution épisodique et une soixantaine de télévisions. Ces médias classiques recourent à des milliers de journalistes pour leur fonctionnement. Le constat qui s'impose c'est que beaucoup d'entre eux font dans l'information, la distraction, la sensibilisation, la publicité... mais dans leurs colonnes ou sur leurs antennes, peu ou pas de magazines environnementaux. A cet égard, s'appuyer sur ces médias de proximité est une nécessité afin de toucher le maximum de personnes.

C. De l'influence et du rôle des médias

Les journalistes jouent un rôle primordial dans la production de la connaissance et dans la sensibilisation de la population malienne aux enjeux des changements climatiques. La communication sur le changement climatique permet de sensibiliser les populations, en les alertant à prendre conscience des effets des variations climatiques et à prendre des initiatives.

Ils permettent de diffuser des informations sur les impacts observés, les initiatives de lutte et d'adaptation, ainsi que les bonnes pratiques en matière de gestion des ressources naturelles. Ces divers défis empêchent le Mali de s'adapter convenablement au changement climatique.

Les médias rendent les concepts liés aux changements climatiques accessibles, ce qui permet au public (Etat, collectivités territoriales, société civile, entreprises, autorités coutumières et religieuses, populations locales, etc.) de mieux comprendre la nécessité de protéger l'environnement et de lutter contre les effets du changement climatique.

Les médias ont le pouvoir de façonner l'opinion publique et d'influencer les politiques climatiques. Ils rapportent le consensus scientifique sur le changement climatique, soulignant que l'augmentation des températures est principalement due aux émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine. Au vu de leur nombre et de leur diversité, les médias peuvent jouer un grand rôle dans l'explication, la sensibilisation et la diffusion d'idées et de solutions pour pouvoir faire face aux changements climatiques et de leurs conséquences. Ils peuvent ainsi:

- **Éduquer le Public :** Ils informent sur les causes, les conséquences et les solutions au changement climatique, aidant ainsi à comprendre des enjeux complexes.
- **Raconter une histoire – parler de choses concrètes.** Il faut rendre les informations conviviales, locales et personnelles. Des histoires spécifiques peuvent créer un lien émotionnel, éveiller l'empathie du public et rendre les problèmes mondiaux communs moins intimidants. La pollution de l'air, par exemple, à laquelle des villes comme Bamako s'attaquent pour préserver la qualité de l'air, surtout que la ville se trouve dans une cuvette entourée par deux chaînes de collines.



- **Mobiliser l'Action** : En présentant des initiatives positives et des solutions concrètes, les médias peuvent inciter les citoyens à agir et à s'engager dans des comportements durables.
- **Influencer les Politiques** : La couverture médiatique peut peser sur les décideurs politiques en mettant en lumière les questions urgentes liées au climat.
- **Donner la force d'agir**. Il faut faire savoir aux gens qu'ils ont le pouvoir de créer le changement. L'action individuelle va de pair avec le changement systémique. Les individus peuvent contribuer au changement en modifiant leurs habitudes de consommation et en exigeant des responsables et des entreprises qu'ils agissent.
De petites actions adoptées par un grand nombre de personnes peuvent contribuer à persuader les dirigeants d'apporter les grands changements dont nous avons besoin. Et plus les personnes qui agissent maintenant et s'expriment en faveur du changement sont nombreuses, plus forte est la pression exercée sur les dirigeants pour qu'ils agissent.
- **Faire le lien avec la justice**. Les changements climatiques ne sont pas seulement une affaire de science, ils sont également une question de justice. Les personnes pauvres et marginalisées sont souvent les plus durement touchées par l'augmentation des risques climatiques tels que les inondations, les sécheresses et les tempêtes.
Ceux qui ont le moins contribué aux émissions de gaz à effet de serre sont trop souvent les principales victimes. Et les pays les plus riches n'ont pas tenu leurs promesses de soutien financier. Résoudre la crise climatique, cela signifie également s'attaquer aux injustices et aux inégalités, ce qui peut créer des possibilités pour tous.
- **Éviter les stéréotypes**. Les pays les plus pauvres et les collectivités mal desservies, qui protègent l'environnement depuis des générations, sont souvent dépeints uniquement en tant que victimes des changements climatiques, plutôt qu'en tant qu'agents positifs du changement. Il en va souvent de même pour les femmes et les filles. Il faudra donc veiller à mettre en avant les voix, l'expertise, les innovations, les actions positives et les solutions de personnes de tous horizons et de toutes les communautés dans le pays et partout dans le monde.

CONCLUSION

En somme les médias maliens sont confrontés à de nombreux défis pour relayer efficacement les enjeux des changements climatiques. Cependant, des initiatives encourageantes émergent, visant à renforcer les compétences des journalistes, à diversifier les partenariats et à impliquer davantage les communautés locales. Pour avoir un impact durable, il est essentiel de poursuivre ces efforts et de créer un véritable dialogue entre les médias et les citoyens sur les solutions à adopter face aux défis climatiques au Mali.

En améliorant leur couverture médiatique et en adoptant une approche responsable, ils peuvent contribuer significativement à sensibiliser le public et à mobiliser l'action nécessaire pour relever ce défi mondial.

Cependant des principes comme l'inclusion, la prise en compte des sexo-spécificités ; l'équité ; la frugalité ; la responsabilité ; la redevabilité ; la subsidiarité ; l'apprentissage mutuel ; le partenariat ; l'information ; la formation ; la sensibilisation et la communication doivent être de circonstance.



À propos de l'auteur

Docteur en Sociologie, Bréma Ely DICKO est enseignant-chercheur à l'Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULHSB). Ses travaux de recherches portent, entre autres, sur la migration malienne, les conflits locaux, le terrorisme, la décentralisation. Il travaille en étroite collaboration avec l'École de Maintien de la Paix, le gouvernement malien et les ONG internationales sur les questions touchant la migration, le terrorisme, la paix et les pratiques culturelles.

Mentions légales

Centre de Compétence Paix et Sécurité,
Dpt. Afrique (FES PSCC)

Av. des Ambassadeurs | Fann Résidence
B.P. 25516 Dakar-Fann | Sénégal

Tél. : +221 33 859 20 02 | Fax: +221 33 864 49 31
Email : info@fes-pscc.org | pscc.fes.de

© Friedrich-Ebert-Stiftung 2024

Conception graphique :
Green Eyez Design SARL, Dakar
www.greeneyezdesign.com

L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans autorisation écrite de la FES. Les idées et thèses développées dans le présent policy paper sont celles de l'auteur et ne correspondent pas nécessairement à celles de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES).

